

ADMINISTRER ET GÉRER UN ÉTAT DÉMOCRATIQUE MODERNE UNE PRIORITÉ POUR LE CONGO

Introduction

KÂ MANA,
Professeur des
Universités ;
Directeur de
recherche à l'Institut
interculturel dans la
région des Grands
Lacs (Pole Institute) où
il anime le programme
« université alternative
pour l'éducation
des jeunes à la
transformation ».
godefroidkngd@
gmail.com

En cette période où notre pays est appelé à décider des grandes priorités sur lesquelles devront se concentrer le peuple congolais et ses nouvelles autorités politiques, nous voulons affirmer ici que l'urgence, à nos yeux, est la construction d'un Congo qui soit un véritable État démocratique moderne au cœur de l'Afrique. Si nous regardons notre trajectoire comme nation depuis l'indépendance de notre pays en 1960, nous ne pouvons pas ne pas voir que nous souffrons profondément d'une incapacité à nous prendre en charge comme État réellement libre, à administrer et à gérer un tel État et à en déployer le souffle comme une vraie démocratie moderne qui s'impose comme telle dans le monde d'aujourd'hui. Le moment est venu de regarder cette pathologie en face et d'orienter notre destinée selon les perspectives d'une guérison concrète de cette maladie qui mine nos ressorts de créativité.

Sur l'arrière-fond d'une incapacité à être un État démocratique moderne

À l'aube de notre autodétermination politique, nous avons tenté avec l'encadrement des autorités colonisatrices, une expérience d'inventer des structures démocratiques inspirées du monde occidental et centrées sur l'organisation des élections que le parti de Patrice Emery Lumumba gagna en toute transparence.

Très vite, cette expérience fut dévoyée à la fois par les colonisateurs eux-mêmes et par les hommes politiques du Congo. Les colonisateurs voulurent garder la mainmise sur le pays et ses richesses en poussant notre nation à des sécessions tribalo-ethniques destructrices. Les hommes politiques congolais s'engouffrèrent dans les haines et les passions dévastatrices qui plongèrent le Congo dans ce que l'on désigna par le terme de « congolisation » : une

pathologie de fragmentation, de morcèlement et d'éclatement interne où notre pays fut un véritable chaos, avec des rébellions meurtrières et des violences chroniques. La nation ne pouvait, dans ce contexte, être un État organisé, conscient de ses possibilités politiques, économiques, culturelles et géostratégiques, porté par la volonté de construire une unité de destinée et poussé par des grandes utopies et un grand dessein qui soit alimenté par des valeurs de l'être-ensemble. Il fut aussi impossible pour les congolais d'être des bâtisseurs et des artisans d'un système démocratique auquel ils aspiraient pourtant à la suite du monde occidental que les Congolais prenaient en ce temps-là comme modèle.

Les cinq premières années d'indépendance furent ainsi des années gaspillées dans le désordre, dans des conflits internes, dans les violences absurdes et dans des conflagrations dont profitèrent les militaires pour prendre le pouvoir politique sur instigation des puissances occidentales. Ces puissances avaient pour objectif clairement visible d'empêcher le Congo de devenir un bastion du camp communiste. Grâce à elles, Mobutu surgit dans l'arène politique congolaise et notre pays devint, au cœur de la guerre froide qui divisait le monde en ces temps-là, le levier de l'Occident contre le communisme chez nous et le fer de lance de la domination des puissances occidentales en Afrique.

Mobutu parvint à unifier l'État congolais et à en imposer la présence dans le monde. Mais il le fit par la voie d'une dictature féroce et sanguinaire, avec l'appui de ses parrains occidentaux. Pendant 32 ans, il n'y eut, dans notre pays, ni l'apparence ni la réalité de la démocratie. Nous fûmes plongés dans un Parti-État où seules comptaient la parole du chef, l'image de chef, la volonté du chef, la politique du chef, l'économie du chef, la culture du chef, seul caïman dans le marigot d'un Congo devenu Zaïre.

Ce qui caractérisa le règne de Mobutu, c'était la destruction de toutes les valeurs démocratiques dans notre nation. Il n'y eut sous son règne ni élections libres, ni contre-pouvoirs réels sauf quand émergea l'UDPS en 1982, ni perspective d'alternance « civilisée », comme on dit aujourd'hui, ni possibilité de donner au pays les libertés fondamentales que sont la liberté de conscience, la liberté d'expression, la liberté de pouvoir s'engager comme citoyen dans la construction de son propre pays et la liberté de résister aux attrait du parti unique et à son idéologie imposée à coups de slogans, de danses et de chants débilissants.

Même dans la manière de gérer et d'administrer le Zaïre, Mobutu n'a jamais vu dans son pays un pays inscrit dans une perspective de gestion et d'administration modernes d'un État. Il a géré le Congo comme on gère une petite boutique personnelle ou familiale, sans principe moderne de rationalité, d'efficacité et d'obligation de résultats positifs. Il n'a jamais mis sur pied une administration fondée et bâtie sur le socle de mêmes principes.

Le Congo sous son règne était une foire de la corruption, de dilapidation des fonds publics et de prédation du pays à tous les niveaux par une clique politique inconsciente et corrompue.

Dans un pays sans gestion rationnelle et sans administration rigoureuse, on comprend que les richesses réelles ou potentielles du Congo n'aient conduit ni à la richesse consistante pour la population, ni à la prospérité pour une classe moyenne capable d'assurer au peuple de grandes perspectives de bonheur. Il a manqué à Mobutu la capacité d'impulser à la nation congolaise une culture éthique du respect de soi pour chaque Congolais et du respect du pays par les Congolais dans un nationalisme du « servir et non se servir », slogan pourtant répété à tout bout de champ comme un mantra tout au long du règne du Président-Fondateur. À la place d'une culture éthique du respect de soi et du respect du pays, le Congo sous Mobutu a produit la culture du mensonge, de l'amusement, de la sape et du dribble dans la vie de tous les jours. Cette culture, c'est Mobutu lui-même qui l'a entretenue, valorisée et imposée comme esprit congolais. Tout son entourage vivait selon cet esprit et le peuple congolais en fut contaminé.

Face à l'esprit démocratique, la manière d'être et de vivre de l'homme congolais sous Mobutu a conduit le pays non seulement à la culture de la superficialité mais surtout à la culture du refus même de la démocratie dans ses principes à l'occidentale et dans sa pratique comme mode de gouvernement.

Sous lui, le Zaïre était même devenu l'image de l'anti-démocratie par excellence, tant et si bien que la dictature en place au Congo avait peu à peu détruit toute perspective de développement. C'était une dictature destructrice de l'État et de toutes les forces de construction d'un espace public pouvant conduire à l'émergence du pays, comme on dit aujourd'hui.

Vers la fin du règne de Mobutu, l'État s'effondra faute de compétence gestionnaire et administrative. Il s'effondra surtout faute d'éthique publique et démocratique visible comme choix fondamental d'un peuple.

Lorsque Laurent Désiré Kabila chassa Mobutu du pouvoir, de nouvelles espérances naquirent pour que le Congo devienne un État bien géré, bien administré et mis sur la voie d'être une grande démocratie au cœur du continent africain. Ce n'est hélas pas cette voie qui s'ouvrit à notre nation : le Congo reprit son nom de République démocratique pour mieux barrer la route à l'émergence même de la démocratie. On assistera plutôt à du néomobutisme inquiétant. La rupture avec Mobutu n'eut vraiment pas lieu. En plus, les conflits entre Laurent Désiré Kabila et ses parrains rwandais et ougandais plongea le Congo dans la guerre, dans l'instabilité et dans l'insécurité chroniques. Ce fut un retour aux démons des premières années de l'indépendance : division du pays, violences destructrices, politique du chaos.

Quand Joseph Kabila succède à Laurent Désiré Kabila en 2001, il hérite de l'esprit néo-mobutiste qui fut l'atmosphère globale du régime de

son père et il dut gérer et administrer un pays en proie aux tribulations dont il ne pouvait sortir que par la porte d'interminables négociations. Ces négociations aboutirent à l'invention congolaise du système 1+4, 1 président+4 vice-présidents, ordre politique qui fonctionna tant bien que mal et ouvrit la porte à la troisième république, elle aussi prise dans les vagues des élections dont les résultats, à trois reprises, ne purent jamais être considérées comme l'expression de la volonté libre du peuple congolais.

Au cœur de ce système 1+4, Joseph Kabila était l'homme des Occidentaux qui l'avaient placé au pouvoir, qui avaient tout misé sur lui pour garantir leurs intérêts géostratégiques au Congo. Jeune, inexpérimenté et malléable à souhait, il ne pouvait nager dans la marre congolaise qu'en comptant sur ses parrains occidentaux.

Mais peu à peu, il se rendit compte du jeu pervers dans lequel l'Occident l'avait plongé. Il prit conscience d'un fait : il était pris dans des chaînes où il ne pouvait ni libérer son pays ni lui assurer un développement durable que le double programme des 5 chantiers de la République et de la révolution de la modernité annonçaient comme vision politique et comme projet de société. Joseph Kabila cherchera à se désenchaîner de ses parrains occidentaux en se rapprochant de la Chine puis de la Russie. Il devint ainsi nationaliste et souverainiste. Cela, ses parrains ne pouvaient pas le supporter et ils cherchèrent à serrer l'étau économique, politique et géostratégique autour de son cou. Ils déclenchèrent aussi toute leur artillerie médiatique pour diaboliser le président congolais et mettre à nu les insuffisances de sa gestion et de son administration du pays. Ils mobilisèrent les forces de la société civile, de l'Église catholique et des milieux diplomatiques pour dénoncer toutes les tares du pouvoir en place. L'organisation des élections à la fin du deuxième mandat de Kabila devint leur obsession. Joseph Kabila dut céder à leur pression pour se plier au jeu de l'alternance. Pris entre le marteau de l'ordre occidental du monde et l'enclume de sa propre impopularité et de l'impopularité de son dauphin, il choisit en douce une solution médiane : faire élire Félix Antoine Tshisekedi et négocier avec le camp dont celui-ci portait le flambeau en vue d'une gestion et d'une administration de « coalition », pour reprendre son propre mot.

C'est à cette étape de notre histoire que nous nous trouvons. La question maintenant est de savoir quelle direction doit prendre le Congo.

Pour une gestion et une administration démocratique d'un Congo moderne

Il faut être clair : il n'est plus possible pour notre pays de retourner au désordre des premières années de notre indépendance, encore moins de revenir au moule de la dictature mobutiste ou au néo-mobutisme kabiliste, qu'il s'agisse de celui de Laurent Désiré Kabila ou de celui de Joseph Kabila. Il faut autre chose : l'invention d'un nouveau Congo et d'un nouvel Homme

congolais dans un ordre politique dont les piliers soient une bonne gestion et une administration rigoureuse d'un État démocratique moderne.

Cet impératif d'invention d'un nouveau Congo et d'un nouvel homme congolais dans la gestion et l'administration du pays, c'est aux nouvelles autorités de notre pays qu'il s'impose ainsi qu'à tout le peuple congolais.

Il s'agit pour les autorités de se doter des normes, des directives et des principes clairs pour guider l'action gouvernementale et imposer à la nation un ordre juridique qui ne laisse aucune place à l'impunité face aux actes et aux attitudes qui détruisent le pays. Cela signifie que l'ordre politique à inventer est avant tout un ordre d'un État de droit au sens moderne du terme, un État qui garantit non seulement les droits et les devoirs des citoyens mais surtout leurs pouvoirs, ceux qu'ils ont de libérer leur imagination créatrice en vue de trouver des solutions congolaises aux problèmes du Congo, à tous les niveaux et dans tous les domaines.

La politique de l'imagination créatrice est appelée à se déployer comme cadre d'un engagement que chaque congolais doit prendre pour que ses libertés fondamentales garanties par la loi, ses devoirs à assumer dans le cadre d'un être-ensemble fertile, soient vécus comme des leviers forts pour l'État, comme un pouvoir pour changer l'État en une dynamique d'action positive de création de citoyens responsables d'eux-mêmes et de tout leur espace social. Un tel État ne peut pas être un État que José Do-Nascimento qualifie d'État libertaire, c'est-à-dire celui qui n'a rien au dessus de lui, ni la constitution qui le fonde, ni les harmoniques de régulation rigoureuse de la vie collective, ni les utopies mobilisatrices communes pour inventer un avenir lumineux, ni les perspectives de remise en question de sa gouvernance en vue de relancer le dynamisme créateur des dirigeants et des populations. Ce qui est urgent pour notre pays, c'est de réussir la création d'une nouvelle conscience collective où la « redevabilité » devienne une culture politique vécue par tout le monde, en pensées comme en paroles, en actes comme en rêves communautaires. Cette idée de « redevabilité » autour de laquelle se sont organisées la lutte des mouvements citoyens animés par les jeunes dans notre pays, l'heure est venue de la semer dans la vision que nos dirigeants doivent avoir de leur responsabilité et toutes nos populations, de leur engagement citoyen. Aujourd'hui, le fait de se sentir redevable des attentes des citoyens par les dirigeants et des attentes des dirigeants par les citoyens devra constituer l'une des lignes forces de la gestion et de l'administration de notre nation. Nous devons faire de cette ligne-force la colonne vertébrale d'une nouvelle vision de nous mêmes.

Cette nouvelle vision s'inscrira non pas dans l'imitation servile des démocraties occidentales dont nous n'avons pas pu jusqu'ici reproduire les visions du monde et les institutions de manière saine et correcte, mais dans une volonté ferme d'inventer notre propre démocratie congolaise.

Nous croyons que ce devoir d'invention s'inscrira dans notre pouvoir créateur que nous devons promouvoir, déployer et exercer en étant ouverts et sensibles à la philosophie fondamentale de notre culture : *la philosophie de la primauté de la communauté sur l'individu, de la solidarité sur le profit personnel et de la générosité sur l'égoïsme.*

Dans notre pays, tous ces mots auxquels nous nous référons ici sont devenus obsolètes comme partout en Afrique. Beaucoup croient qu'ils ne signifient plus rien et qu'ils ont perdu leur sens face au triomphe de l'occidentalisation du monde, à la puissance de l'ordre néolibéral mondialisé et à la force des idées maîtresses que les grandes nations de notre temps imposent à toutes les civilisations, à savoir :

- La suprématie de l'individu sur la communauté ;
- Le pouvoir dominateur de l'économie du marché sur toute forme d'organisation économique de la société ;
- L'acceptation des inégalités comme l'ordre naturel du monde ;
- La toute-puissance de la science et de la technologie pour résoudre tous les problèmes de la planète aujourd'hui ;
- L'exploitation de la nature par la voracité humaine sans que la nouvelle conscience écologique qui interpelle l'humanité sur les exigences de penser aux générations futures devienne notre nouvelle culture planétaire ;
- Le droit que les pays riches s'octroient de faire de toute l'humanité ce qu'eux seuls désirent.

Toutes ces idées dominantes, nous savons aujourd'hui à quoi elles conduisent le monde : tout droit dans le mur. Elles dévalorisent la démocratie occidentale et la transforment en coquille vide en tant que modèle de société. Concrètement parlant, cette démocratie ne conduit nulle part, tellement elle est plombée par la réalité des idées vécues par les puissances occidentales en matière de développement des peuples, de lutte contre les inégalités, de batailles écologiques de notre temps.

Pour le Congo comme pour toute l'Afrique, il est urgent de tourner le dos à cette démocratie occidentale qui est arrivée à saturation et qui doit être réinventée pour toute l'humanité dans un nouveau processus de refondation non seulement en vue de la renaissance de l'Afrique, mais aussi de l'humanisation du monde face à l'avenir.

La démocratie congolaise dont nous avons besoin est celle qui se fonde sur l'éthique d'un humanisme communautaire où ce qui a été détruit par les fausses idées de la démocratie occidentale a à être réinventé, réorganisé, repensé et réimaginé dans les perspectives d'une nouvelle mondialisation et d'une renaissance africaine arraisonnées par les utopies d'un autre monde possible.

Gérer et administrer notre société selon cette perspective nouvelle n'est pas une tâche facile. Nous avons tellement été habitués à la désorganisation, à la violence et au désordre qu'il faut maintenant un profond travail éducatif pour réorganiser, notre société, réorienter l'esprit de nos populations, dynamiser les forces créatives de nos peuples et poser les bases de nouvelles institutions susceptibles de faire de notre nation une société nouvelle, différente de celle dans laquelle nous avons vécu jusqu'ici.

L'éducation dont il s'agit concerne avant tout l'ensemble de notre classe politique à laquelle il faudra rappeler les principes de base du leadership africain tel qu'Amadou Hampâté Bâ nous en a défini les harmoniques :

- *La grande écoute* : savoir s'ouvrir au peuple, à ses problèmes, à ses attentes, à ses espérances et à ses utopies profondes ; savoir aussi s'ouvrir au monde dans sa globalité, avec ses richesses et ses limons vitaux dont notre peuple peut s'enrichir.
- *La grande vision* : savoir indiquer clairement au peuple la direction que l'on prend avec lui et le port auquel on aimerait qu'il accoste ; savoir aussi ouvrir avec lui le grand chemin de l'avenir, grâce à la conscience nouvelle que le pays doit acquérir de lui-même et de son destin.
- *Le grand parler* : savoir parler vrai, accorder sa parole à ses actes et dire clairement ce qui est essentiel et pour lequel on doit tout miser pour construire le bonheur de son peuple.
- *Le grand agir* : dans la mesure où « gouverner, c'est décevoir », l'élite gouvernante doit savoir anticiper les déceptions du peuple et les gérer avec intelligence grâce à des actions concrètes porteuses des grandes espérances.

Il est indispensable d'apprendre au peuple à vivre et à appliquer dans sa vie quotidienne les mêmes principes. Cela conduira à promouvoir la culture de l'intelligence et de la raison, la culture de l'éthique et de l'engagement moral ainsi que la culture de la production de grandes dynamiques de sens pour un être-ensemble, un vivre-ensemble, un agir-ensemble et un rêve-ensemble pour le grand bonheur collectif, mesure réelle de ce que gérer et administrer un État démocratique moderne signifie.

Selon ce que le président américain Barack Obama avait dit à l'Afrique dans son célèbre discours d'Accra, la gestion et l'administration dont nous parlons ont besoin d'institutions fortes ; précisons : d'*institutions démocratiques fortes*.

Celles-ci ne peuvent être animées que par les hommes-force dans leur grande écoute, dans leur grande vision, dans leur grand parler et dans leur grand agir. La priorité pour le Congo n'est-elle pas d'avoir ces hommes-force pour animer des institutions fortes ? Nous sommes convaincus que l'urgence au Congo est de donner une réponse fertile à cette question et de tout faire pour que cette réponse soit au cœur de la conscience du nouvel homme congolais. ■